

Atelier régional de consultation pour un projet « jeunesse » de la COI

Discours de Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

09 novembre 2022 | Antananarivo - Madagascar

Madame la présidente du Comité des Officiers permanents de liaison représentant le ministre des Affaires étrangères par intérim et président en exercice du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien,

Madame et Messieurs les Officiers permanents de liaison,

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres de la COI,

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Je souhaite tout d'abord remercier le ministère des Affaires étrangères de la République de Madagascar d'accueillir dans ses locaux une série de réunions de la Commission de l'océan Indien à commencer par celle qui nous réunit sur un projet régional « jeunesse » ainsi que d'autres rencontres sur une suite à notre programme régional de sécurité maritime, sur la connectivité maritime ou encore sur le nouveau projet de transformation des déchets en énergie dit TWENex. Nous y voyons le signe d'un engagement et d'un soutien forts de la présidence aux actions de notre organisation régionale.

Mesdames, Messieurs,

Notre réunion de ce jour, organisée en concertation avec la présidence, s'inscrit dans le droit fil de décisions du Conseil des ministres sur l'entrepreneuriat, l'éducation et la formation, ou encore la sensibilisation au développement durable qui ont ciblé et engagé la jeunesse de nos îles.

En effet, la COI a soutenu dès 2012 la création d'un réseau régional de jeunes entrepreneurs nommé Synergie Jeunes qui a organisé, avec notre soutien, cinq éditions régionales d'un forum d'échanges et d'un concours régional ayant permis de valoriser les talents créatifs et entreprenants de nos territoires. Dans le même temps, la COI a impulsé, en amont de la Conférence de Samoa sur les petits Etats insulaires en développement de 2014, la création d'une plateforme des jeunes des îles en développement sur les thématiques du développement durable. Cette plateforme, SYAH, a

réuni des jeunes de l'Indianocéanie mais aussi du Cap Vert, de Guinée Bissau et de Sao Tome e Principe autour d'actions de sensibilisation et de plaidoyer. Les jeunes de SYAH ont participé aux rencontres internationales sur le climat, ont porté en autonomie des actions concrètes sur l'usage et la consommation de l'eau à Maurice ou encore sur les plastiques à usage unique aux Seychelles ayant conduit à l'adoption d'une loi pour leur bannissement. Nous avons également travaillé de concert avec la Jeune Chambre Internationale ou encore avec des entrepreneurs innovants dans le secteur de l'économie circulaire à l'occasion du Blue Champion Award en 2019.

A ces actions, s'ajoutent l'accueil que nous réservons aux jeunes professionnels à la COI. Au Secrétariat général, nous bénéficions de l'appui utile de jeunes volontaires de solidarité internationale mis à disposition par les collectivités de La Réunion. Nous accueillons aussi des stagiaires de tous nos Etats membres qui, au sortir de la COI, connaissent souvent des parcours admirables comme tout récemment Yuv Sungkur qui a été l'une des voix de la jeunesse du Sommet sur la transformation de la jeunesse aux côtés du secrétaire général des Nations unies il y a tout juste un mois ou, il y a plus longtemps, Jean Paul Adam, qui est devenu ensuite chef de la diplomatie seychelloise, président de la COI et directeur de l'économie bleue à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le constatez, la jeunesse ne saurait seulement être une thématique de nos interventions. Elle doit en être une cible et plus encore un acteur.

La démographie nous donne une raison objective de mobiliser la jeunesse. D'ici 2040, c'est-à-dire demain, près de 9 millions de jeunes de 15 à 24 ans entreront sur le marché du travail dans nos Etats membres contre 6,2 millions en 2020. C'est considérable ! Il nous faut donc nous préparer à tirer profit de ce **dividende démographique** porté par les Comores et Madagascar. Nous devons nous préparer à répondre aux demandes d'éducation, de formation professionnelle, de sécurité, d'échanges, de bien-être, de résilience et, bien sûr, de connectivité et de mobilité. Au regard des situations démographiques disparates dans nos Etats membres, c'est à l'échelle régionale que nous devrions réfléchir aux besoins de la jeunesse, avec elle et pour elle, et que nous pourrions ainsi transformer cet enjeu d'inclusion économique et sociale en opportunité pour l'Indianocéanie.

Le rapport qui vous est soumis ici propose des modalités pour engager les jeunes dans les actions de la COI en s'inspirant de ce qui existe dans d'autres organismes régionaux et en s'inscrivant aussi dans les mouvements engagés dans nos pays comme ici à Madagascar où une politique nationale de la jeunesse est en vigueur. C'est aussi un champ d'intervention retenu durant la phase de co-construction du nouveau Plan de développement stratégique de la COI.

Compte tenu de l'envergure du projet, il nous faudra procéder par étapes et définir, avec vous, les axes d'interventions prioritaires. Il pourrait être envisagé de donner une voix à des représentants de la jeunesse lors de nos rencontres sectorielles ou même lors des réunions des instances comme cela a été le cas au 34^e Conseil des ministres de la COI. Il pourrait aussi être décidé de créer une unité dédiée au sein du secrétariat général pour infuser dans nos activités une juste prise en compte de la jeunesse comme nous devons le faire pour l'égalité professionnelle femme-homme. Nous pourrions aussi convenir d'une ponction minimale sur les budgets des projets pour conduire des actions avec et pour la jeunesse en lien avec la thématique du projet. Les options existent et elles seront l'objet de nos échanges lors de cette réunion.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, pour finir, un dernier point de précision : le Secrétariat général de la COI ne s'est pas lancée dans une démarche qui pourrait s'apparenter à du « jeunisme », c'est-à-dire une démarche qui donnerait une place démesurée ou de façade à la jeunesse de nos îles. Il n'en est rien. **Nous croyons en revanche que les jeunes ont un rôle moteur à jouer dans notre devenir collectif. Il est ici question de les impliquer dans nos décisions et nos choix en co-responsabilité.**

Le Secrétariat général sera donc très attentif à vos observations et vos propositions afin de soumettre à la prochaine session ordinaire du Conseil des ministres un projet qui corresponde aux besoins des Etats membres et qui réponde aussi au souhait des jeunes d'avoir voix aux chapitres qui les concernent.

Je vous remercie de votre attention.